



ASSOCIATION

« Soutiens en Urgence à la vie de l'Hôpital du bassin de Ruffec »

BP 19 - 16700 RUFFEC

e.mail : assdef_hopitalruffec@yahoo.fr

membre de la Coordination Nationale CDHMP
association agréée par le ministère de la santé



AG du 7 Mars 2024

1. Présentation :

→ Bonsoir. Merci à toutes et tous d'être présents.

→ Excusés :

→ Déroulé de la soirée :

- Obligations de toute AG : Bilan d'activité, bilan financier et élection du collectif de travail.
- Temps d'échange sur « Manque de professionnels à l'hôpital et en ville, quelles actions pour en sortir ? »
avec en préambule une synthèse de notre Rdv du 12 Février avec la Direction de l'hôpital.

2. AG :

→ Présentation du rapport moral et activité 2023 (Claudine) => VOTE à l'unanimité des présents

→ Présentation du rapport financier 2023 (Claudette) => VOTE à l'unanimité des présents

→ Vérificateur des comptes : JJ. Monturier => VOTE à l'unanimité des présents

→ Parole à Bernard pour faire un point CDU

→ Présentation du collectif de travail (Edith) => VOTE à l'unanimité des présents

3. Echange / « Manque de professionnels à l'hôpital et en ville, quelles actions pour en sortir ? »

Synthèse de la réunion Direction – Association du 12 Février

Ne pas reprendre la totalité de notre intervention de présentation pour gagner du temps.

Signaler que l'intégralité de notre intervention est disponible sur la table à l'entrée.

→ Résumé de la présentation faite par l'association

« L'hôpital ne ferme pas, il se transforme mais quels services y a t il derrière le panneau « hôpital » ? et ces services correspondent ils aux besoins de la population ?
Ce sont ces questions là qui nous importent. »

« Nous avons pu constater une amélioration ces derniers mois avec la stabilisation des Urgences bien que fragile et la réouverture progressive des lits de Médecine avec l'arrivée du Dr Guébé. »

Nous avons voulu faire le point pour chaque service : les Urgences, la Médecine, la Radio suite au départ des 2 radiologues, la possibilité de réouverture des 15 lits de SSR, les consultations Gastro et Neuro, le retour du service administratif RH dans les murs (c'est un élément important pour garder et recruter des professionnels. Il est plus facile d'être réactif en étant sur place).

Nous savons que le Directeur n'a pas de prise sur les aspects nationaux (nbre de formation, reconnaissance et revalorisation des métiers ... etc ...). Mais il a la possibilité d'utiliser « quelques marges de manœuvre locales pour limiter un peu les effets dévastateurs des conditions nationales : limiter au maximum le mille-feuilles bureaucratique pour libérer du temps soignant, stabiliser les équipes pour donner envie de rester et de s'investir, utiliser toutes les niches salariales existantes, proposer un logement quelques mois aux nouveaux arrivants non seulement médecins mais aussi infirmiers et autres professionnels.»

En résumé, où en est l'hôpital de Ruffec aujourd'hui dans un contexte national très dégradé ?

→ Echange et discussion pendant la réunion

Le début de l'échange a été un peu tendu avec un Directeur quelque peu « agressif », visiblement mal à l'aise, reprochant à l'association de faire des manifestations devant l'hôpital qui lui donne une mauvaise image, des syndicats qui diffusent des informations négatives non fondées et des professionnels qui relaient des informations (soi-disant confidentielles) sur les réseaux sociaux. Et d'ajouter qu'il n'avait jamais vu une ambiance aussi négative nulle part ailleurs, qu'il fallait faire de la communication positive, travailler l'attractivité !!!

En réponse, nous lui avons redit que notre rôle était de transmettre la situation en l'état, qu'elle soit mauvaise ou bonne, que nous avons un devoir de vérité auprès de la population, que la mauvaise image ne venait pas des manifestations mais des difficultés rencontrées par les malades lorsqu'ils ont besoin de l'hôpital et qui ensuite, en parle logiquement autour d'eux. Tant qu'aux remarques faites / syndicats et aux professionnels, cela n'avait rien à faire dans notre réunion et nous le lui avons dit clairement.

Dr De Lustrac est intervenu pour signaler que le droit d'alerte est légal et prévu par la loi, qu'il y a un vrai problème de management dans cet hôpital, que la santé est très malade à Ruffec comme au national et qu'il fallait revenir aux soins et aux malades.

Après cet échange un peu vif, nous avons pu aborder les éléments concrets :

Directeur

→ difficultés à recruter : 150 postes vacants en Charente tout poste confondu, 35% intérim infirmier à Ruffec. Les postes vacants sont publiés pour recruter et les candidatures sont traitées aussitôt.

(à savoir que l'intérim ne concerne pas que les postes vacants mais aussi les remplacements d'arrêts maladie et autres arrêts. Il n'y a pas 35% de postes vacants mais nous n'avons pas eu le détail).

→ le Directeur confirme que Oui, il va remettre un peu de compétence RH dans les murs mais uniquement pour certaines fonctions. *(pas plus de précisions)*

Monsieur Bastier

→ Pour le logement des professionnels, Monsieur Bastier nous confirme que la mairie de Ruffec met des logements à disposition pour les médecins dans l'ancienne gendarmerie en accord avec l'hôpital. Il regrette que les élus de la CDC ne veuillent pas participer.

Nous avons redit qu'il ne fallait pas se limiter aux médecins mais étendre le dispositif à tous les professionnels médicaux et paramédicaux.

Nous pensons d'ailleurs qu'il y a confusion / notre proposition. Ce qui est proposé actuellement est un hébergement pour les professionnels qui assurent des gardes dans l'hôpital et qui doivent être dans les murs ou à proximité immédiate et dans ce cas l'hébergement est obligatoire, gratuit et devrait normalement être pris en charge par l'hôpital !

Notre proposition est tout autre. Il s'agit de proposer un logement « temporaire » aux professionnels arrivants pour leur laisser le temps de se retourner, d'avoir 3 mois de fiches de paye à présenter à un propriétaire ... (c'est une aide pour recruter, ne pas trouver à se loger peut casser des recrutements.). Dans ce cas là, il n'y a pas besoin d'être à proximité immédiate de l'hôpital et l'ensemble des communes environnantes peut participer au dispositif. Et on n'est pas non plus sur un dispositif forcément gratuit.

Directrice déléguée et Dr De Lustrac

- les consultations Gastro et Neuro : aucune perspective de recrutement pour les remettre en place. *(nous avons d'ailleurs appris après la réunion qu'il n'y a plus de gynécologue présent non plus)*
- la radio : une équipe territoriale partagée a été mise en place très rapidement dès début Janvier. Ce n'est pas encore complètement finalisé. Tout type de rdv est possible pour la population (radio, scanner, écho, mammo) + télé-radiologie en complément entre autre pour les urgences. *(Il semble que cela fonctionne plutôt bien avec une augmentation du nombre de prises en charge, ce qui raccourcit les délais, des CR plus rapides et une fluidité plus grande pour les professionnels)*
- les Urgences / Smur sont sur le fil du rasoir => 5 médecins titulaires (1 départ récent), cela représente un peu plus de la moitié de l'équipe nécessaire, les postes vacants tiennent avec un groupe stable d'intérimaires (ce sont toujours les mêmes qui reviennent). *(info de dernière minute après la réunion, un médecin urgentiste est en cours de recrutement)*
- Par contre, le paramédical est attractif sur les Urgences, à l'inverse des autres services.
- la médecine a rouvert ses lits progressivement avec l'arrivée du Dr Guébé ; en moyenne 25 lits ouverts / 29 et les 4 lits restants servent régulièrement à des prises en charge de jour. Les recherches continuent pour recruter un 2e médecin.
- 6 FFI complètent sur les 3 services (Urgences, Médecine, SSR) => *(expliquer FFI)*
- 1 médecin PADHUE *(praticien à diplôme étranger hors union européenne)* en fin de parcours consolidation => présentation devant la commission en Juin 2024 puis inscription au conseil de l'ordre. Ce médecin s'est positionné pour exercer à l'hôpital de Ruffec. Les démarches sont en cours pour faire venir sa femme et ses enfants => une condition pour qu'il reste à Ruffec.
- 3 médecins PADHUE / 3 présentés par Ruffec au concours 2023 ont été reçus. Ils entament maintenant leur consolidation de 2 ans hors de Ruffec (obligatoire que ce soit ailleurs). Ils n'ont pas encore pu se positionner pour Ruffec ou pour ailleurs à l'issue de leur consolidation car le CNG n'a pas encore publié les postes !!! => *(faire le lien avec la loi immigration et les risques d'expulsion en cas d'échec au concours)*.
- la réouverture des 15 lits SSR de l'étage est envisageable pour fin Septembre 2024 sous réserve d'avoir pu recruter pour reconstituer l'équipe IDE-AS-Agents. *(bemo! : nous n'avons pas eu l'impression que les recherches pour recruter cette équipe étaient réellement entamées)*.
- l'ouverture d'une maison Sport-Santé très prochainement.

En conclusion de cette réunion, la situation de l'hôpital est un peu plus apaisée.

Nous ne sommes pas dupe pour autant. Tant que la situation nationale restera aussi dégradée qu'elle l'est aujourd'hui, Ruffec sera en difficulté comme tous les hôpitaux partout en France.

Introduction au débat de la soirée

Nous connaissons tous la situation sanitaire nationale : la santé est malade, très malade, à l'hôpital comme en ville. Je ne vais pas en faire le détail, nous le vivons tous au quotidien.

Ce n'est pas récent. C'est la résultante de plus de 30 ans de réformes toutes plus délétères les unes que les autres pour notre système de santé.

Mais chaque année, le constat est encore plus amer que l'année précédente.

Une fois de plus, la LFSS, présentée au parlement (députés, sénateurs) sur proposition du gouvernement à l'automne 2023 pour l'exercice 2024 a été votée avec un ONDAM inférieur à l'inflation. Pas de quoi mettre du beurre dans les épinards pour les services de soins.

Les galères pour trouver un médecin, un rdv ou une hospitalisation, c'est pour nous, usagers, avec en prime la multiplication par 2 des franchises sur les médicaments (0,5 E / 1E), les consultations (1E / 2E) et la taxe « lapin » au 31 Mars. Car la santé n'est pas gratuite, nous dit Notre Président !!! Comme si chacun(e) d'entre nous était idiot au point de ne pas se rendre compte qu'il paie des cotisations à la Sécu, à la CSG et à une mutuelle qui effectivement ne sont pas gratuites !!!

Dans ce contexte national très dégradé, où les contre-vérités ne manquent pas, il faut bien mesurer la portée de ce que nous avons réussi à préserver tous ensemble à l'hôpital de Ruffec. C'est la démonstration que l'action collective peut être gagnante (*je ne reprends pas, cela a été décrit par Claudine tout à l'heure dans le rapport d'activité*).

Mais il faut rester en alerte et prêt à recommencer si besoin.

Nous avons gagné une bataille, pas la fin de la galère.

Et n'en déplaise à Monsieur le Directeur, nous continuerons à manifester devant l'hôpital chaque fois que ce sera nécessaire.

Médecine de 1^{er} recours en ville

En médecine de ville, notre bassin de vie perd des médecins généralistes en continu : après Ruffec, c'est maintenant Aunac, Mansle, Aigre, Sauzé-Vaussais ...

=> Envisager des Centres de Santé publics avec des professionnels salariés pour compléter l'offre libérale peut aider à améliorer la situation.

L'initiative du département de la Charente de salarier des médecins pour les mettre ensuite à disposition des collectivités locales les plus en difficultés est une opportunité à saisir.

Et nous pensons que les élus locaux du Nord-Charente devraient s'en emparer.

Mais là aussi ce sont des efforts qui peuvent s'écrouler à tout moment tant que des décisions nationales fondamentales ne sont pas prises

=> former plus

=> mettre en place une régulation à l'installation pour les médecins à l'image de ce qui se fait depuis longtemps pour les pharmacies, les cabinets infirmiers ... devient urgent.

=> développer les aides physiques auprès des médecins (IPA, assistants ...)

Et pour l'ensemble du système de santé ville et hôpital

Il est nécessaire, non seulement de recruter, mais il faut aussi mettre les conditions pour garder les professionnels présents => arrêter l'hémorragie des départs :

- Reconnaître les qualifications (hôpital),
- Reconnaître les contraintes (nuit, we, gardes et astreintes, permanence des soins),
- Augmenter significativement le nombre de formations tant médicales que paramédicales,
- Soulager le mille-feuilles bureaucratique et la multiplication des reportings.
- Libérer les soignants de toutes les tâches non soin.
- Supprimer les GHT et CPTS, revenir à une coopération saine basée sur le soin entre hôpitaux et entre professionnels.

Faire référence à l'article du 3 Mars 2024 de JM. Toulouse (ancien directeur d'hôpital)

- Pour l'hôpital revenir à un CA décisionnel (p3)
- Revenir aux DDASS et DRASS en lieu et place des ARS (p4)

Merci pour votre écoute

→ Donner la parole au Maire

- La maison sport santé s'adresse aux personnes ayant besoin d'une activité physique suite à un problème de santé. C'est sur prescription médicale.
- Pour les centres de santé, le département de la Charente n'a plus les moyens de participer.
- A l'hôpital, il y a effectivement nécessité d'avoir une présence RH sur place.
- Les Urgences accueillent 10000 passages par an.
- Pour le logement, la ville de Ruffec fait des démarches. Aucune autre commune ne propose des logements.
- L'image de l'hôpital est plutôt bonne.
- Il faudrait imposer aux médecins qu'ils s'installent dans des territoires sous-dotés pendant un certain nombre d'années après leurs études.

→ *Donner la parole aux professionnels*

Les représentants syndicaux Cgt et Cfdt des personnels, présents dans la salle, nous ont apporté les précisions suivantes :

- 10 postes vacants infirmiers et 3 postes vacants aides-soignants
- Lits restreints en SSR en attendant l'arrivée prochaine d'un médecin intérimaire en remplacement du médecin du service en arrêt maladie.
- Après vérification, les postes vacants ne sont pas publiés par la Direction pour recrutement !
- La loi Valletoux du 27 Décembre 2023 va amplifier le pouvoir du GHT et de l'ARS sur l'hôpital.

→ *Le débat s'est ensuite concentré sur :*

- Les centres de santé comme solution alternative pour attirer de nouveaux médecins et professionnels avec l'avantage du tiers payant pour les malades.
La question n'est pas le financement car un centre de santé encaisse le remboursement des consultations, la question est d'avoir la volonté politique de faire.
Il faut pouvoir offrir la possibilité du salariat en plus du libéral pour être plus attractif.
- Le logement des professionnels avec l'intervention d'un maire expliquant les difficultés pour les petites communes.
- Le financement de la Sécurité Sociale qui n'est pas à la hauteur des enjeux. La question des strates bureaucratiques qui empoisonnent la vie des soignants et coûtent cher à la Sécu est aussi venue dans le débat, afin de récupérer des moyens sur le terrain pour le soin.

*Reprendre la parole pour les actions
Projeter la fiche 3 du diaporama*

4. Perspectives d'actions 2024

→ **7 Avril** (semaine d'action du 1^e au 7 Avril):

Journée européenne contre la marchandisation de la santé

Installation de banderoles sur les palissades devant l'hôpital du 3 au 7 Avril.

Tract d'information sur l'état des lieux hôpital et ville dans le bassin de vie avec distribution sur les marchés au cours de la semaine.

→ **1^e Mai** (pas d'info à ce jour)

→ **En Juin** (22 ou 29 Juin à préciser) :

Pour les 30 ans de l'association

- Expositions : parcours de l'association depuis sa création, évolution de l'hôpital depuis 30 ans, financement de la santé au travers de la Sécurité Sociale.
- Animation musicale
- Restauration sur place.

→ **A l'automne** (date à préciser)

Diffusion d'un documentaire : thème à définir.

Evidemment, s'ajoutera à ce programme des actions locales et / ou nationales en fonction de l'actualité qui ne sont pas prévisibles à ce jour.